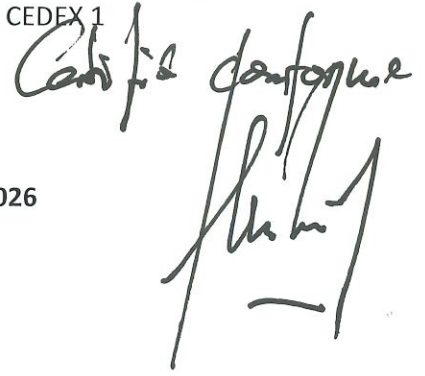


LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance - au capital de 5.316.181 Euros

Siège social : 232 Avenue de Grammont - 37048 TOURS CEDEX 1

R.C.S. TOURS B 584 800 122

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15 JUIN 2026****EXTRAITS****1ère RESOLUTION**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de La Nouvelle République, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2025, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quarter du Code général des impôts, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 34 773 €.

POUR : 227 833

CONTRE : 100

NUL ou BLANC : 0

ABSTENTION : 0

(majorité : 113 968)

2ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Groupe, à savoir le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé et l'annexe, et du rapport des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2025, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

POUR : 227 799

CONTRE : 100

NUL ou BLANC : 0

ABSTENTION : 34

(majorité : 113 951)

3ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes, prend acte de la poursuite durant cet exercice de conventions anciennes et approuve successivement chacune desdites conventions.

POUR : 227 614

CONTRE : 285

NUL ou BLANC : 0

ABSTENTION : 34

(majorité : 113 951)

4ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, approuvant la proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 1.006.903,77 euros au compte report à nouveau antérieur débiteur de -2.585.528,13 euros qui s'élèvera après affectation à -1.578.624,36 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale Ordinaire constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

POUR : 227 799
CONTRE : 100
NUL ou BLANC : 0
ABSTENTION : 34
(majorité : 113 951)

5ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant global annuel de la rémunération allouée au Conseil de Surveillance pour l'exercice 2026 à 49.762 euros.

POUR : 227 023
CONTRE : 401
NUL ou BLANC : 0
ABSTENTION : 509
(majorité : 113 713)

7ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

POUR : 227 854
CONTRE : 0
NUL ou BLANC : 100
ABSTENTION : 979
(majorité : 113 428)



I. BILAN AU 31/12/2025

Carte de signature
[Signature]

A. Bilan actif

ACTIF	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	8 158 227	7 039 935	1 118 292	1 108 569
Fonds commercial	72 840	72 840		
Autres immobilisations incorporelles	1		1	1
Immobilisations en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 268 753	484 015	784 738	786 059
Constructions	17 947 022	16 456 602	1 490 421	1 160 704
Installations techniques, mat. et outillage	25 520 967	23 932 379	1 588 588	1 575 167
Autres immobilisations corporelles	2 440 245	2 102 389	337 856	278 632
Immobilisations en cours, avances et acomptes	707 556		707 556	559 472
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	20 625 748	5 947 390	14 678 358	14 103 358
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	12 242 769	107 222	12 135 546	12 765 037
Prêts	2 126 917	15 245	2 111 672	2 137 093
Autres immobilisations financières	79 906		79 906	65 530
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	91 190 950	56 158 017	35 032 933	34 539 623
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	208 270		208 270	254 158
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	34 364		34 364	25 762
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 172 445	86 602	6 085 844	6 449 532
Autres créances	4 745 317	100 000	4 645 317	2 845 576
Charges constatées d'avance	441 346		441 346	414 123
Capital souscrit et appelé, non versé				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres	4 000 000		4 000 000	4 000 000
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	2 835 224		2 835 224	4 873 422
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	18 436 966	186 602	18 250 364	18 862 574
Frais d'émission d'emprunt				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif et différences d'éval.				
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF	109 627 916	56 344 619	53 283 297	53 402 197

B. Bilan passif

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
Capital social ou individuel (dont versé : 5 316 181)	5 316 181	5 316 181
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 548 900	9 548 900
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
RESERVES		
Réserve légale	314 170	314 170
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 111 477	3 111 477
Report à nouveau	-2 585 528	-5 009 108
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 006 904	2 423 580
Subventions d'investissement	519 903	615 474
Provisions réglementées	703 318	884 124
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	17 935 325	17 204 798
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	321 804	333 870
Provisions pour charges	195 000	141 000
TOTAL DES PROVISIONS	516 804	474 870
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 486 229	3 664 720
Emprunts et dettes financières divers	5 771 044	13 744
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 343 040	8 933 477
Dettes fiscales et sociales	9 672 083	10 224 618
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	249 925	241 579
Autres dettes	88 703	4 851 981
Produits constatés d'avance	7 220 144	7 792 410
TOTAL DES DETTES	34 831 168	35 722 529
Ecart de conversion passif et différences d'évaluation		
TOTAL GENERAL DU PASSIF	53 283 297	53 402 197

II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2025

	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	224 450	259 964
Production vendue de biens	48 234 966	50 013 479
Production vendue de services	20 809 984	20 618 224
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	69 269 401	70 891 667
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	2 835 899	3 003 932
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	61 291	857 903
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Autres produits	374 607	248 670
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	72 541 197	75 002 173
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	172 065	189 900
Variation de stock (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	369 072	499 093
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)	45 888	-108 824
Autres achats et charges externes	38 466 979	39 815 860
Impôts, taxes et versements assimilés	863 632	905 792
Salaires	21 276 123	21 482 988
Cotisations sociales	9 070 806	8 852 038
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 018 360	1 061 678
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations et dépréciations	6 051	15 369
Dotations aux provisions	71 000	3 000
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Autres charges	1 716 037	1 561 077
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	73 076 013	74 277 971
RESULTAT D'EXPLOITATION	-534 816	724 202
QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	114 305	133 366
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	70 950	77 773
Autres intérêts et produits assimilés	606 232	645 029
Reprises sur dépréciations	950 000	1 450 000
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
Produits de cessions d'immobilisations financières		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	1 741 486	2 306 167
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	475 000	250 000
Intérêts et charges assimilées	294 957	400 849
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	769 957	650 849
RESULTAT FINANCIER	971 529	1 655 318
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	436 713	2 379 519
PRODUITS EXCEPTIONNELS	180 806	326 871
CHARGES EXCEPTIONNELLES		383 388
RESULTAT EXCEPTIONNEL	180 806	-56 517
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	-389 384	-100 578
TOTAL DES PRODUITS	74 463 490	77 635 211
TOTAL DES CHARGES	73 456 586	75 211 630
BENEFICE OU PERTE	1 006 904	2 423 580

Le compte de résultat et le bilan de l'exercice clos le 31/12/2025, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 soit une durée de 12 mois et dégageant un résultat de 1 006 904 euros, ont été arrêtés comme suit par le Directoire.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels ; les informations non significatives n'ont pas été mentionnées.

Tous les chiffres mentionnés dans l'annexe sont indiqués en euros sauf indication contraire.

1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Aucun fait marquant ayant une incidence significative sur les comptes de l'exercice 2025 n'est à signaler.

A la date de l'arrêté des comptes aucun évènement significatif postérieur à la clôture n'est intervenu.



2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels ont été arrêtés et présentés conformément aux principes et méthodes comptables admis en France et au règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont décrites dans les paragraphes relatifs à chacun des principaux postes du bilan ci-après.

2.2. Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Il apporte des changements notamment à la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. La société applique pour la première fois les dispositions prévues par ce règlement au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Cette première application constitue un changement de méthode comptable lié à un changement de réglementation comptable appliqué de manière prospective.

Incidences du changement de méthode comptable sur les principaux postes de l'exercice 2025

Au 31 décembre 2025, les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat n'ayant pas de lien direct avec un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste "Subventions" pour 102 k€. Au 31 décembre 2024, elles figurent en "produits exceptionnels" pour 102 k€.

Au 31 décembre 2024, les "transferts de charges" inscrits parmi les produits d'exploitation s'élèvent à 831 k€. Ce poste étant supprimé dans le nouveau modèle du compte de résultat, la totalité de ce montant a été intégrée dans le poste "Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions". Au 31 décembre 2025, les refacturations intragroupe sont inscrites en chiffre d'affaires pour 2 337 k€.



3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

3.1. Etat de l'actif immobilisé

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2024	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions	Au 31/12/2025
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 942 203	288 865			8 231 068
Total 1 Incorporelles	7 942 203	288 865	0	0	8 231 068
Terrains	1 233 487	35 266			1 268 753
Constructions sur sol propre	12 922 342	64 055			12 986 396
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements...	4 480 329	480 297			4 960 626
Installations générales et agencements	215 991				215 991
Installations techniques, matériels et outillages	25 171 382	374 018		24 433	25 520 967
Matériel de transport	96 756	6 074			102 830
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 940 875	180 549			2 121 425
Immobilisations en cours (1)	559 472	478 434	330 351		707 556
Total 2 Corporelles	46 620 634	1 618 693	330 351	24 433	47 884 544
Participations	20 625 748				20 625 748
Autres titres immobilisés	12 872 260	418 674		1 048 164	12 242 769
Prêts et autres immobilisations financières	2 217 868	106 945		117 991	2 206 823
Total 3 Financières	35 715 876	525 619	0	1 166 155	35 075 340
TOTAL	90 278 713	2 433 177	330 351	1 190 588	91 190 952

(1) Les virements poste à poste correspondent à la mise en service d'immobilisations corporelles et incorporelles en-cours pour 330 k€.

Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

Les immobilisations incorporelles sont composées de logiciels pour un montant brut de 8 120 k€, de droits au bail pour 73 k€ et d'une concession pour 38 k€.

Les véhicules sont en location longue durée.



3.2. Immobilisations corporelles et incorporelles

3.2.1. Méthode d'évaluation

Les immobilisations restent évaluées au coût historique d'achat ou d'apport. Aucune réévaluation n'a été pratiquée depuis 1962.

Les frais d'acquisition des participations ne figurent pas à l'actif.

La société applique les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 pour l'évaluation de l'actif immobilisé.

La durée d'utilisation du fonds de commerce n'étant pas déterminée, il n'est pas amorti conformément aux prescriptions du règlement 2015-06.

3.2.2. Tableau des amortissements

Chiffres exprimés en euros	Durée d'utilisa- tion	Mode d'amort.	Au 31/12/2024	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2025
Frais d'établissement et de développement						
Autres immobilisations incorporelles	1 à 10 ans	Linéaire	6 760 793	279 143		7 039 935
Total 1 Incorporelles			6 760 793	279 143	0	7 039 935
Terrains	10 à 16 ans	Linéaire	447 428	36 586		484 015
Constructions	Selon composant (voir §3.2.3)	Linéaire	16 241 967	214 635		16 456 602
Installations générales et agencements	10 ans	Linéaire	215 338	344		215 683
Installations techniques, matériels et outillages	10 à 25 ans	Linéaire	23 596 215	360 597	24 433	23 932 379
Matériel de transport	4 à 5 ans	Linéaire	96 399	1 496		97 895
Matériel de bureau informatique, mobilier	4 à 10 ans	Linéaire	1 663 253	125 559		1 788 811
Emballages récupérables et divers						
Total 2 Corporelles			42 260 600	739 217	24 433	42 975 385
TOTAL			49 021 393	1 018 360	24 433	50 015 320

3.2.3. Politique d'amortissement

Les immobilisations sont amorties économiquement selon le mode linéaire sur les principales durées suivantes :

• Logiciels (ERP, système éditorial)	10 ans
• Autres logiciels	1 à 3 ans
• Plateforme numérique	4 ans
• Constructions	
pour la structure des bâtiments administratifs	40 ans
pour la structure de l'imprimerie	25 ans
pour les composants	20 ans
pour les agencements	10 ans
• Rotatives	
pour la structure	25 ans
pour les composants	10 ans
• Chaînes Expéditions	12 ans
• Autres Matériels	entre 3 et 10 ans
• Véhicules	4 ou 5 ans
• Matériel de bureau	4 ou 5 ans
• Matériel informatique	5 ans
• Mobilier de bureau	10 ans

3.3. Immobilisations financières

3.3.1. Titres de participation

Les participations sont comptabilisées à leur valeur historique d'acquisition.

Elles font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité à la clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur historique.

La valeur d'utilité est calculée en fonction du secteur d'activité :

- Soit sur la base de la diffusion payante du titre de presse et de la valeur du lecteur,
- Soit par actualisation des flux prévisionnels de trésorerie.

3.3.2. Autres titres immobilisés

Les autres titres immobilisés correspondent principalement à des obligations pour 1 000 k€ et à des bons à moyen terme pour 10 000 k€.



3.4. Dépréciations de l'actif

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2024	Dotations	Reprises	Au 31/12/2025
Provisions sur immos incorporelles	72 840			72 840
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	6 522 390	375 000	950 000	5 947 390
Provisions autres immos financières	122 467			122 467
Provisions dépréciation des immobilisations	6 717 697	375 000	950 000	6 142 697
Matières premières				
Produits finis				
Marchandises				
Provisions dépréciation des stocks	0	0	0	0
Clients douteux	112 776	6 051	32 225	86 602
Autres créances		100 000		100 000
Provisions dépréciation des créances	112 776	106 051	32 225	186 602
TOTAL Provisions	6 830 473	481 051	982 225	6 329 299

Les provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles

Les droits au bail situés à Issoudun et à Châtellerault sont dépréciés à 100 %.

Les provisions pour dépréciation des titres immobilisés

Elles concernent principalement :

▪ Une provision sur titres Touraine Télévision	3 167 k€
▪ Une provision sur titres SDPI	1 405 k€
▪ Une provision sur titres Puzzle Centre	1 250 k€
▪ Une provision sur titres Sora Logiciels	100 k€
▪ Une provision sur titres Territoires TV	25 k€

Les provisions pour dépréciation des créances

Elles se rapportent aux créances dépositaires pour 85 k€, et au compte courant Territoires TV pour 100 k€.



3.5. Stocks

Les matières premières et les approvisionnements sont comptabilisés en valeur brute, comprenant le prix d'achat et les frais accessoires.

La valorisation des stocks ne comprend pas de frais financiers.

3.6. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 13 565 932 € en valeur brute au 31/12/2025 et elles se décomposent comme suit :

CREANCES	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	2 206 823	112 777	2 094 045
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 126 917	112 777	2 014 139
Autres immobilisations financières	79 906		79 906
ACTIF CIRCULANT :	11 359 108	11 143 492	215 616
Clients	6 085 516	6 085 516	
Clients douteux	86 929	86 929	
Personnel et comptes rattachés	46 755	41 026	5 729
Organismes sociaux			
Etat : impôts et taxes diverses	2 088 490	1 878 603	209 887
Groupe et associés	1 599 505	1 599 505	
Débiteurs divers	1 010 567	1 010 567	
Charges constatées d'avance	441 346	441 346	
TOTAL	13 565 931	11 256 269	2 309 661

Les créances à plus d'un an comprennent notamment les créances sur l'Etat au titre des CIR 2023 et 2024 pour un montant de 209 887 €.



3.7. Créances clients et comptes rattachés

Chiffres exprimés en euros	Montant brut	Provision	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Créances clients et comptes rattachés	6 172 445	86 602	6 085 844	6 449 532
TOTAL	6 172 445	86 602	6 085 844	6 449 532

Les créances clients sont constituées principalement de la facturation à notre régie de la publicité vendue pour 3 119 k€, des travaux d'impression du journal Centre Presse et des prestations associées à la société SDPI pour 817 k€.

Les provisions pour dépréciation des créances se rapportent principalement aux créances clients dépositaires pour 85 k€.

3.8. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Avoirs à recevoir	803 965	450 369
Produits à recevoir	1 013 968	643 459
Clients – Factures à établir	183 227	513 896
Subventions d'investissement à recevoir	81 627	82 243
Intérêts courus sur placement	240 029	143 029
TOTAL	2 322 816	1 832 996

Contribution aux éco-organismes agréés de la filière à responsabilité élargie des producteurs de papiers

En application de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et du décret n°2016-917 du 5 juillet 2016 relatif à la contribution des publications de presse apportée aux organismes agréés de la filière à responsabilité élargie des producteurs de papier, La Nouvelle République du Centre-Ouest est assujettie à ladite contribution sur la base des tonnages de papier mis sur le marché à partir du 1^{er} janvier 2017.

Une partie de cette contribution est acquittée en nature selon les nouvelles modalités fixées par le décret n°2023-906 du 28 septembre 2023 applicable aux tonnages mis sur le marché en 2022.

De ce fait, un avoir à recevoir de 669 k€ correspondant à la prime valorisant les insertions publicitaires parues en 2024 et en 2025 et relative à la contribution calculée sur les tonnages mis sur le marché en 2023 et 2024 a été comptabilisé.



3.9. Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 441 346 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Charges d'exploitation – charges externes	441 346	414 123
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	441 346	414 123

3.10. Valeurs mobilières de placement

Le montant inscrit en valeurs mobilières de placement correspond à des comptes à terme de 500 k€ chacun. Le retrait des sommes déposées peut intervenir à tout moment sous réserve d'un préavis de 32 jours.

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF**4.1. Capitaux propres**

Le capital social est divisé en 408 937 actions de 13 euros entièrement libérées et conférant un même droit aux distributions de dividendes.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2024	Affectation du résultat 2024	Distribution de dividendes	Résultat 2025	Autres variations	Au 31/12/2025
Capital	5 316 181					5 316 181
Prime d'émission	9 548 900					9 548 900
Réserve légale	314 170					314 170
Autres réserves	3 111 477					3 111 477
Report à nouveau	-5 009 108	2 423 580				-2 585 528
Résultat de l'exercice	2 423 580	-2 423 580		1 006 904		1 006 904
Subventions d'investissement	615 474				-95 571	519 903
Provisions réglementées	884 124				-180 806	703 318
TOTAL	17 204 798	0	0	1 006 904	-276 377	17 935 325



Les subventions d'investissement sont reprises en résultat au même rythme que les amortissements des équipements concernés.

4.2. Provisions réglementées

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2024	Dotations	Reprises	Au 31/12/2025
Amortissements dérogatoires	803 659		180 806	622 853
Autres provisions réglementées	80 465			80 465
TOTAL Provisions réglementées	884 124	0	180 806	703 318

L'entreprise peut bénéficier des dispositions de l'article 39-bis du C.G.I. Ainsi une provision spéciale a été constituée au cours de l'exercice 2024 pour un montant de 80 k€.

Les amortissements dérogatoires pratiqués par la suite au titre de la provision 39-bis des années antérieures concernent des logiciels, du matériel et des agencements nécessaires à l'exploitation du Journal. Les reprises d'amortissements dérogatoires comptabilisées au titre de l'année 2025 s'élèvent à 181 k€.

4.3. Provisions pour risques et charges

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Au 31/12/2025
Provisions pour risques	333 870	17 000	29 066		321 804
Provisions pour charges	141 000	54 000			195 000
TOTAL Provisions pour risques et charges	474 870	71 000	29 066	0	516 804



4.4. Etat des échéances des dettes

DETTE	Montant brut 31/12/2025	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	22 991	22 991		
à plus d'1 an à l'origine	2 463 238	891 071	1 572 166	
Emprunts et dettes financières divers	13 744	13 744		
Fournisseurs et comptes rattachés	9 343 040	9 343 040		
Personnel et comptes rattachés	4 140 377	4 140 377		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 850 181	3 850 181		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	927 358	927 358		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	754 167	754 167		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	249 925	249 925		
Groupe et associés	5 807 062	5 807 062		
Autres dettes	38 941	38 941		
Dette rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	7 220 144	7 220 144		
TOTAL	35 722 528	33 263 660	2 458 869	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 182 165			

Les comptes courants des sociétés du groupe sont présentés en « dettes financières diverses » à la clôture. Au 31 décembre 2024, ils étaient inscrits en « Autres dettes » pour 4 738 k€. Leur échéance est mentionnée par convention à moins d'un an. Leur remboursement n'est pas anticipé à court terme.



Variation des dettes financières

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Au 31/12/2025
Emprunts bancaires	3 641 034		1 182 165	2 458 869
Intérêts courus sur emprunts	23 686	4 946	1 272	27 360
Autres emprunts	0			0
Dépôts reçus	13 608			13 608
Participation des salariés	136			136
TOTAL	3 678 464	4 946	1 183 437	2 499 973

Trois Prêts Garantis par l'Etat (PGE) de 2 500 k€ chacun ont été souscrits en 2020 auprès de la Caisse d'Epargne Loire Centre, du CIC Ouest et du Crédit Agricole Centre France. Ces emprunts ont été remboursés à hauteur de 5 400 k€ au bout de 12 mois et sont amortis pour le solde soit 2 100 k€ sur 5 ans. Ils bénéficient de la garantie de l'Etat à hauteur de 90 % de l'encours et des frais accessoires, prévue par la loi n°2020-289 du 23 mars 2020.

Un emprunt à taux fixe d'un montant de 504 k€ a été souscrit en 2022 pour le financement de matériels industriels et sera remboursé sur 3 ans. Il a été débloqué à hauteur de 302 k€ en 2022 et 202 k€ en 2023.

Trois nouveaux Prêts Garantis par l'Etat (PGE résilience) pour un montant total de 5 000 k€ ont été souscrits en 2023 auprès de la Caisse d'Epargne Loire Centre, du CIC Ouest et de la Banque Populaire Val de France. Ces emprunts ont été partiellement remboursés à hauteur de 2 000 k€ au bout de 12 mois et sont amortis pour le solde soit 3 000 k€ sur 5 ans. Ils bénéficient de la garantie de l'Etat prévue par la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 modifiée.



4.5. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Intérêts courus sur emprunt et dettes financières	4 369	5 641
Fournisseurs – factures à recevoir	2 665 640	2 372 896
Clients – Avoirs à établir	0	1 270
Dettes fiscales et sociales – charges à payer	4 958 692	5 313 186
Banques – charges à payer	22 991	18 046
TOTAL	7 651 692	7 711 039

4.6. Comptes de régularisation

Les produits constatés d'avance correspondent principalement à des abonnements encaissés, restant à servir et s'analysent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Produits d'exploitation	7 220 144	7 792 410
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	7 220 144	7 792 410



5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**5.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2025 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Journaux	47 845 497	49 504 947
Publicité	16 544 855	16 940 689
Produits des activités annexes	4 654 599	4 186 067
Marchandises	224 450	259 964
Chiffre d'affaires	69 269 401	70 891 667

Il est enregistré :

- pour la publicité, dans le mois de la parution pour la totalité du chiffre d'affaires facturé par la régie NR Communication et reversé à la Nouvelle République du Centre-Ouest,
- pour la diffusion, à la livraison quotidienne du journal.

Les échanges de prestations représentent 705 k€.

5.2. Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	2 835 899	3 003 932
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions	61 291	857 903
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corporelles		
Autres produits	374 607	248 670
TOTAL	3 271 797	4 110 505

Les autres produits d'exploitation correspondent principalement :

- à une subvention d'aide à l'exemplaire posté de la presse reçue du Ministère de la Culture et de la Communication pour un montant de 1 953 k€ ;
- à une subvention d'aide au portage de la presse reçue du Ministère de la Culture et de la Communication pour un montant de 775 k€ ;



En 2024 figuraient dans ce poste des transferts de charges externes pour un montant de 491 k€ ainsi que des transferts de charges de personnel pour un montant de 340 k€. En application de la nouvelle réglementation comptable, les refacturations sont comptabilisées en chiffre d'affaires à compter de 2025.

5.3. Autres charges d'exploitation

Une aide commerciale a été accordée à notre filiale Touraine Télévision, dans le cadre du développement des projets cross média et de la promotion de la marque La Nouvelle République, pour un montant de 580 k€.

Dans le cadre des projets à moyen terme entrepris par notre régie publicitaire NR Communication, il a été accordé une aide commerciale d'un montant de 634 k€, au titre de l'année 2025.

Enfin, une aide commerciale a également été accordée à notre filiale Puzzle Centre dans le cadre de la relance de l'activité événementielle du Groupe après la crise sanitaire ayant particulièrement impacté ce secteur, et de la promotion de la marque La Nouvelle République, pour un montant de 198 k€.

Ces aides commerciales sont comptabilisées en autres charges d'exploitation.

5.4. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à 971 529 € et s'analyse de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS FINANCIERS	1 741 486	2 306 167
Produits financiers de participations	114 305	133 366
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	70 950	77 773
Autres intérêts et produits assimilés	606 232	645 029
Reprises sur provisions et transferts de charges	950 000	1 450 000
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	769 957	650 849
Dotations financières aux amortissements et provisions	475 000	250 000
Intérêts et charges assimilées	294 957	400 849
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER	971 529	1 655 318

5.5. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de 180 806 € s'analyse de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS	180 806	326 871
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		76
Produits exceptionnels sur opérations en capital		131 036
Reprises sur provisions et transferts de charges	180 806	195 760
CHARGES EXCEPTIONNELLES		383 388
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		247 776
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		9 147
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		126 465
RESULTAT EXCEPTIONNEL	180 806	-56 517

Les produits exceptionnels sur opérations en capital correspondaient en 2024 aux quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat pour un montant de 102 k€. Elles sont désormais comptabilisées en subventions d'exploitation.

Les reprises d'amortissements dérogatoires s'élèvent à 181 k€.

Compte tenu de la nouvelle définition du résultat exceptionnel, aucune charge exceptionnelle n'est comptabilisée au cours de l'exercice 2025.

5.6. Impôt sur les bénéfices

5.6.1. Intégration fiscale

Les résultats des sociétés NR Communication, Presse Portage, Touraine Télévision, SDPI et Puzzle Centre sont intégrés fiscalement dans les résultats de la Nouvelle République du Centre-Ouest, seule redevable de l'impôt sur les bénéfices de l'ensemble de ces sociétés en tant que société mère du Groupe.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales versent à la société mère l'impôt sur les bénéfices calculé comme si elles étaient imposées séparément. La société mère comptabilise l'économie d'impôt sur les bénéfices résultant de l'intégration fiscale. Le produit correspondant, inscrit dans les comptes de l'exercice 2025 s'élève à 219 k€.

La Nouvelle République du Centre-Ouest a comptabilisé 39 k€ d'impôt sur les bénéfices au titre du résultat d'ensemble 2025 du Groupe La Nouvelle République.

Le solde des reports déficitaires du Groupe s'élève à 18 573 k€ à la clôture de l'exercice 2025.



5.6.2. Fiscalité différée

Chiffres exprimés en €	Base €	Impôt €
Evaluations dérogatoires en vue d'obtenir des allègements fiscaux :		
Provisions réglementées :	703 318	175 830
Subvention d'investissement	519 903	129 976
Différences entre le régime fiscal et le traitement comptable de certains produits ou charges :		
Provision pour indemnité de départ à la retraite		
Participation		
Contribution sociale de solidarité	-80 342	-20 086
Provision dépréciation des créances Clients		
Autres provisions pour risques		
Déficit reportable (1)	-21 590 614	-5 397 654
TOTAL	-20 447 735	-5 111 934

(1) Calculé sur la base du résultat individuel NRCO

Le taux d'impôt retenu pour l'évaluation de la fiscalité différée est de 25 %.

Les provisions réglementées sont présentées au paragraphe 4.2.

5.6.3. Crédits d'impôt

La société a comptabilisé un produit d'impôt de 210 k€ correspondant au montant du crédit d'impôt recherche déposé au titre de l'année 2024.

6. INFORMATIONS DIVERSES**6.1. Effectif moyen du personnel salarié**

Sur l'année 2025, l'effectif moyen des salariés payés en équivalent temps complet s'analyse comme suit :

Catégories	Effectif
Cadres et dirigeants	64
Agents de maîtrise	53
Employés	66
Ouvriers	49
Journalistes	174
Alternants	5
TOTAL	411

Les Pigistes et les Correspondants, n'étant pas des salariés, ne figurent pas dans ces chiffres.

6.2. Liste des filiales et des participations

Filiales et participations dont la valeur excède 1% du capital de NRCO	Capitaux Propres	Quote-part du capital détenu %	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres
PRESSE PORTAGE SIREN : 350458428	931 k€	99,23%	73 k€	73 k€
SDPI SIREN : 401418868	13 768 k€	100%	13 593 k€	12 188 k€
SCI Les Basses Landes SIREN : 410190102	457 k€	99,96%	120 k€	120 k€
SCI La Cour du Capitole SIREN : 498800762	483 k€	90%	270 k€	270 k€
TOURAINTE TELEVISION SIREN : 483679361	459 k€	100%	3 572 k€	405 k€
PUZZLE CENTRE SIREN : 322668138	21 k€	100%	2 000 k€	750 k€
SCI Alfred de Musset SIREN : 434944484	1 726 k€	47%	588 k€	588 k€
SORA LOGICIELS SIREN : 809321409	113 k€	50%	313 k€	213 k€

Filiales et participations dont la valeur excède 1% du capital de NRCO	Prêts et avances consentis	Chiffre d'affaires	Résultats Nets	Dividendes encaissés
PRESSE PORTAGE	310 k€	10 705 k€	117 k€	
SDPI	280 k€	3 003 k€	408 k€	
SCI Les Basses Landes		0 k€	4 k€	
SCI La Cour du Capitole		151 k€	67 k€	46 k€
TOURAINTE TELEVISION	23 k€	695 k€	-2 k€	
PUZZLE CENTRE	329 k€	1 532 k€	1 k€	
SCI Alfred de Musset		284 k€	246 k€	47 k€
SORA LOGICIELS	23 k€	946 k€	-72 k€	



Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations	Filiales françaises	Filiales étrangères	Participations françaises	Participations étrangères
Valeur comptable des titres détenus				
- brute	19 666 k€		960 k€	
- nette	13 844 k€		835 k€	
Montant des prêts et avances accordés	1 455 k€		123 k€	
Montant des dividendes encaissés	46 k€		47 k€	

6.3. Rémunération des organes d'administration

Les rémunérations des dirigeants comptabilisées en charges au cours de l'exercice se sont élevées à 468 k€.

6.4. Engagements financiers

- Effets escomptés non échus néant
- Instruments financiers de couverture (taux/change) néant
- En tant que membre des SCI des Basses Landes / SCI Alfred de Musset / SCI La Cour du Capitole, la Nouvelle République du Centre-Ouest est indéfiniment et solidairement responsable des dettes de ces structures.
Les dettes financières des SCI représentent 139 k€
- Engagements reçus de la filiale NR Communication suite au versement de subventions d'équilibre au cours des exercices antérieurs mentionnant une clause de retour à meilleure fortune
 - au titre de 2010 : 1 397 k€
 - au titre de 2009 : 1 700 k€
 - au titre de 2008 : 1 030 k€



Engagements en matière de crédit-bail et contrats de location avec option d'achat

Engagements de crédit-bail - chiffres exprimés HT en euros	Redevances payées en 2025	Redevances restantes à payer à 1 an	Redevances restantes à payer +1an à 5 ans	Total à payer	Prix d'achat résiduel
Matériel informatique	40 181	19 918	0	19 918	300
Matériel industriel	1 308	1 308	679	1 987	415
TOTAL	41 489	21 226	679	21 905	715

Biens en crédit-bail chiffres exprimés HT en euros	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements de l'exercice	Dotations aux amortissements cumulées	Valeur nette
Matériel informatique	139 612	36 045	121 980	17 632
Matériel industriel	8 290	1 184	6 514	1 776
TOTAL	147 902	37 229	128 494	19 408

6.5. Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

Au titre de conventions collectives ou d'accords d'entreprise, les salariés bénéficient d'indemnités de départ en retraite. Ces indemnités de fin de carrière ont été calculées selon la méthode rétrospective pour 389 salariés présents au 31 décembre, en appliquant un taux d'inflation de 2 % et un taux d'actualisation de 3,80 %. Le taux de charges sociales est de 45 %. Une minoration est calculée à partir des tables de survie de l'INSEE. Le turnover pris en compte est différent selon les catégories professionnelles.

L'engagement actuariel au titre des indemnités de départ à la retraite n'est pas provisionné au bilan et s'élèverait, charges comprises, à 3 668 k€.

Pour mémoire, au 31 décembre 2024 ces mêmes engagements étaient évalués à 4 046 k€ pour 392 salariés, et un taux d'actualisation de 3,30 %, un taux de charges sociales de 45 %.

Les indemnités de départ en retraite de l'exercice 2025 s'élèvent à 315 k€ charges sociales comprises.



7. COMPTES 2024 arrêtés par l'assemblée générale du 23 juin 2025**Bilan actif**

	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	7 869 362	6 760 793	1 108 569	1 193 216
Fonds commercial	72 840	72 840		
Autres immobilisations incorporelles	1		1	1
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 233 487	447 428	786 059	791 684
Constructions	17 402 671	16 241 967	1 160 704	1 273 966
Installations techniques, mat. et outillage	25 171 382	23 596 215	1 575 167	1 941 532
Autres immobilisations corporelles	2 253 622	1 974 990	278 632	273 018
Immobilisations en cours	559 472		559 472	224 530
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	20 625 748	6 522 390	14 103 358	12 899 195
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	12 872 260	107 222	12 765 037	12 430 045
Prêts	2 152 338	15 245	2 137 093	2 162 578
Autres immobilisations financières	65 530		65 530	67 505
ACTIF IMMOBILISE	90 278 713	55 739 090	34 539 623	33 257 270
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	254 158		254 158	145 334
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	25 762		25 762	68 745
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 562 308	112 776	6 449 532	6 947 180
Autres créances	2 845 576		2 845 576	4 278 110
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	4 000 000		4 000 000	4 000 000
(Dont actions propres) :				
Disponibilités	4 873 422		4 873 422	4 076 805
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	414 123		414 123	445 831
ACTIF CIRCULANT	18 975 349	112 776	18 862 574	19 962 006
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	109 254 062	55 851 866	53 402 197	53 219 276

Bilan passif

	31/12/2024	31/12/2023
Capital social ou individuel (dont versé : 5 316 181)	5 316 181	5 316 181
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 548 900	9 548 900
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	314 170	314 170
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 111 477	3 111 477
Report à nouveau	-5 009 108	-4 433 896
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 423 580	-575 213
Subventions d'investissement	615 474	635 552
Provisions réglementées	884 124	999 419
CAPITAUX PROPRES	17 204 798	14 916 591
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	333 870	290 779
Provisions pour charges	141 000	144 000
PROVISIONS	474 870	434 779
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 664 720	6 592 292
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	13 744	13 744
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 933 477	9 547 169
Dettes fiscales et sociales	10 224 618	9 977 245
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	241 579	83 185
Autres dettes	4 851 981	4 193 772
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	7 792 410	7 460 500
DETTES	35 722 529	37 867 906
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	53 402 197	53 219 276



Compte de résultat

	Exercice 2024			Exercice 2023
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	259 964		259 964	286 941
Production vendue de biens	50 013 479		50 013 479	47 714 660
Production vendue de services	20 147 797	470 427	20 618 224	21 455 445
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	70 421 241	470 427	70 891 667	69 457 046
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			3 003 932	2 855 378
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			857 903	981 882
Autres produits			248 670	294 354
PRODUITS D'EXPLOITATION			75 002 173	73 588 660
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			189 900	222 385
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			499 093	310 491
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-108 824	102 391
Autres achats et charges externes			39 815 860	40 913 837
Impôts, taxes et versements assimilés			905 792	764 142
Salaires et traitements			21 482 988	21 968 231
Charges sociales			8 852 038	8 737 436
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 061 678	1 174 070
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			15 369	12 457
Dotations aux provisions			3 000	5 510
Autres charges			1 561 077	2 014 473
CHARGES D'EXPLOITATION			74 277 971	76 225 422
RESULTAT D'EXPLOITATION			724 202	-2 636 761
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				15 606
Perte supportée ou bénéfice transféré				62
PRODUITS FINANCIERS			2 306 167	701 094
Produits financiers de participations			133 366	191 568
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			77 773	30 650
Autres intérêts et produits assimilés			645 029	478 876
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 450 000	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			650 849	565 264
Dotations financières aux amortissements et provisions			250 000	250 000
Intérêts et charges assimilées			400 849	315 264
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			1 655 318	135 830
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 379 519	-2 485 387
PRODUITS EXCEPTIONNELS			326 871	2 115 777
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			76	1 486 071
Produits exceptionnels sur opérations en capital			131 036	101 749
Reprises sur provisions et transferts de charges			195 760	527 958
CHARGES EXCEPTIONNELLES			383 388	605 948
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			247 776	475 948
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			9 147	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			126 465	130 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL			-56 517	1 509 830
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			-100 578	-400 345
TOTAL DES PRODUITS			77 635 211	76 421 138
TOTAL DES CHARGES			75 211 630	76 996 350
BENEFICE OU PERTE			2 423 580	-575 213

S.A.S. WOLFF & ASSOCIES

Certifié conforme
[Signature]

AUREO

La Nouvelle République du Centre-Ouest

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

S.A.S. WOLFF & ASSOCIES
19, boulevard Berthelot
63400 Chamalières
S.A.S. au capital de 37 000 €
479 908 949 R.C.S. Clermont-Ferrand

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Lyon-Riom

AUREO
56, avenue Marcel Dassault
37200 Tours
S.A.S. au capital de 48 825 €
410 473 177 R.C.S. Tours

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de la société La Nouvelle République du Centre-Ouest,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société La Nouvelle République du Centre-Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe § 2.2 consacré au « Changement de réglementation comptable » qui expose les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe § 3.3.1 consacré aux « Titres de participation » du chapitre « 3.3. Immobilisations financières » de l'annexe des comptes annuels indique les méthodes retenues en matière de traitement des participations financières et les conséquences de ces méthodes sur les comptes annuels.



Nous avons procédé à l'appréciation des méthodes ainsi retenues et procédé à des tests visant à vérifier par sondages leur application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du directoire consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chamalières et à Tours, le 29 mai 2026

Les Commissaires aux Comptes

S.A.S. WOLFF & ASSOCIES

Membre de la compagnie régionale de Lyon - Riom

AUREO

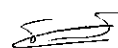
*Membre de la compagnie régionale de Versailles et
du Centre*

Signé par Grégory Wolff
Le 29 mai 2026

Signed with
Universign doc_Ynlx
tx_aVmYBO9E2QWQ

Grégory Wolff

Signé par Damien Testé
Le 29 mai 2026



doc_Ynlx
tx_aVmYBO9E2QWQ

Damien Testé



I. BILAN AU 31/12/2025

A. Bilan actif

ACTIF	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	8 158 227	7 039 935	1 118 292	1 108 569
Fonds commercial	72 840	72 840		
Autres immobilisations incorporelles	1		1	1
Immobilisations en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 268 753	484 015	784 738	786 059
Constructions	17 947 022	16 456 602	1 490 421	1 160 704
Installations techniques, mat. et outillage	25 520 967	23 932 379	1 588 588	1 575 167
Autres immobilisations corporelles	2 440 245	2 102 389	337 856	278 632
Immobilisations en cours, avances et acomptes	707 556		707 556	559 472
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	20 625 748	5 947 390	14 678 358	14 103 358
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	12 242 769	107 222	12 135 546	12 765 037
Prêts	2 126 917	15 245	2 111 672	2 137 093
Autres immobilisations financières	79 906		79 906	65 530
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	91 190 950	56 158 017	35 032 933	34 539 623
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	208 270		208 270	254 158
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	34 364		34 364	25 762
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 172 445	86 602	6 085 844	6 449 532
Autres créances	4 745 317	100 000	4 645 317	2 845 576
Charges constatées d'avance	441 346		441 346	414 123
Capital souscrit et appelé, non versé				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres	4 000 000		4 000 000	4 000 000
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	2 835 224		2 835 224	4 873 422
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	18 436 966	186 602	18 250 364	18 862 574
Frais d'émission d'emprunt				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion actif et différences d'éval.				
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF	109 627 916	56 344 619	53 283 297	53 402 197

B. Bilan passif

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
Capital social ou individuel (dont versé : 5 316 181)	5 316 181	5 316 181
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 548 900	9 548 900
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
RESERVES		
Réserve légale	314 170	314 170
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 111 477	3 111 477
Report à nouveau	-2 585 528	-5 009 108
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 006 904	2 423 580
Subventions d'investissement	519 903	615 474
Provisions réglementées	703 318	884 124
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	17 935 325	17 204 798
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	321 804	333 870
Provisions pour charges	195 000	141 000
TOTAL DES PROVISIONS	516 804	474 870
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 486 229	3 664 720
Emprunts et dettes financières divers	5 771 044	13 744
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 343 040	8 933 477
Dettes fiscales et sociales	9 672 083	10 224 618
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	249 925	241 579
Autres dettes	88 703	4 851 981
Produits constatés d'avance	7 220 144	7 792 410
TOTAL DES DETTES	34 831 168	35 722 529
Ecart de conversion passif et différences d'évaluation		
TOTAL GENERAL DU PASSIF	53 283 297	53 402 197

II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2025

	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	224 450	259 964
Production vendue de biens	48 234 966	50 013 479
Production vendue de services	20 809 984	20 618 224
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	69 269 401	70 891 667
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	2 835 899	3 003 932
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	61 291	857 903
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Autres produits	374 607	248 670
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	72 541 197	75 002 173
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	172 065	189 900
Variation de stock (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	369 072	499 093
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)	45 888	-108 824
Autres achats et charges externes	38 466 979	39 815 860
Impôts, taxes et versements assimilés	863 632	905 792
Salaires	21 276 123	21 482 988
Cotisations sociales	9 070 806	8 852 038
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 018 360	1 061 678
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations et dépréciations	6 051	15 369
Dotations aux provisions	71 000	3 000
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Autres charges	1 716 037	1 561 077
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	73 076 013	74 277 971
RESULTAT D'EXPLOITATION	-534 816	724 202
QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	114 305	133 366
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	70 950	77 773
Autres intérêts et produits assimilés	606 232	645 029
Reprises sur dépréciations	950 000	1 450 000
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
Produits de cessions d'immobilisations financières		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	1 741 486	2 306 167
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	475 000	250 000
Intérêts et charges assimilées	294 957	400 849
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	769 957	650 849
RESULTAT FINANCIER	971 529	1 655 318
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	436 713	2 379 519
PRODUITS EXCEPTIONNELS	180 806	326 871
CHARGES EXCEPTIONNELLES		383 388
RESULTAT EXCEPTIONNEL	180 806	-56 517
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	-389 384	-100 578
TOTAL DES PRODUITS	74 463 490	77 635 211
TOTAL DES CHARGES	73 456 586	75 211 630
BENEFICE OU PERTE	1 006 904	2 423 580

Le compte de résultat et le bilan de l'exercice clos le 31/12/2025, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025 soit une durée de 12 mois et dégageant un résultat de 1 006 904 euros, ont été arrêtés comme suit par le Directoire.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels ; les informations non significatives n'ont pas été mentionnées.

Tous les chiffres mentionnés dans l'annexe sont indiqués en euros sauf indication contraire.

1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Aucun fait marquant ayant une incidence significative sur les comptes de l'exercice 2025 n'est à signaler.

A la date de l'arrêté des comptes aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est intervenu.



2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels ont été arrêtés et présentés conformément aux principes et méthodes comptables admis en France et au règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont décrites dans les paragraphes relatifs à chacun des principaux postes du bilan ci-après.

2.2. Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Il apporte des changements notamment à la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. La société applique pour la première fois les dispositions prévues par ce règlement au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Cette première application constitue un changement de méthode comptable lié à un changement de réglementation comptable appliqué de manière prospective.

Incidences du changement de méthode comptable sur les principaux postes de l'exercice 2025

Au 31 décembre 2025, les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat n'ayant pas de lien direct avec un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste "Subventions" pour 102 k€. Au 31 décembre 2024, elles figurent en "produits exceptionnels" pour 102 k€.

Au 31 décembre 2024, les "transferts de charges" inscrits parmi les produits d'exploitation s'élèvent à 831 k€. Ce poste étant supprimé dans le nouveau modèle du compte de résultat, la totalité de ce montant a été intégrée dans le poste "Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions". Au 31 décembre 2025, les refacturations intragroupe sont inscrites en chiffre d'affaires pour 2 337 k€.



3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

3.1. Etat de l'actif immobilisé

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2024	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions	Au 31/12/2025
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 942 203	288 865			8 231 068
Total 1 Incorporelles	7 942 203	288 865	0	0	8 231 068
Terrains	1 233 487	35 266			1 268 753
Constructions sur sol propre	12 922 342	64 055			12 986 396
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements...	4 480 329	480 297			4 960 626
Installations générales et agencements	215 991				215 991
Installations techniques, matériels et outillages	25 171 382	374 018		24 433	25 520 967
Matériel de transport	96 756	6 074			102 830
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 940 875	180 549			2 121 425
Immobilisations en cours (1)	559 472	478 434	330 351		707 556
Total 2 Corporelles	46 620 634	1 618 693	330 351	24 433	47 884 544
Participations	20 625 748				20 625 748
Autres titres immobilisés	12 872 260	418 674		1 048 164	12 242 769
Prêts et autres immobilisations financières	2 217 868	106 945		117 991	2 206 823
Total 3 Financières	35 715 876	525 619	0	1 166 155	35 075 340
TOTAL	90 278 713	2 433 177	330 351	1 190 588	91 190 952

(1) Les virements poste à poste correspondent à la mise en service d'immobilisations corporelles et incorporelles en-cours pour 330 k€.

Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

Les immobilisations incorporelles sont composées de logiciels pour un montant brut de 8 120 k€, de droits au bail pour 73 k€ et d'une concession pour 38 k€.

Les véhicules sont en location longue durée.



3.2. Immobilisations corporelles et incorporelles

3.2.1. Méthode d'évaluation

Les immobilisations restent évaluées au coût historique d'achat ou d'apport. Aucune réévaluation n'a été pratiquée depuis 1962.

Les frais d'acquisition des participations ne figurent pas à l'actif.

La société applique les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 pour l'évaluation de l'actif immobilisé.

La durée d'utilisation du fonds de commerce n'étant pas déterminée, il n'est pas amorti conformément aux prescriptions du règlement 2015-06.

3.2.2. Tableau des amortissements

Chiffres exprimés en euros	Durée d'utilisa-- tion	Mode d'amort.	Au 31/12/2024	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2025
Frais d'établissement et de développement						
Autres immobilisations incorporelles	1 à 10 ans	Linéaire	6 760 793	279 143		7 039 935
Total 1 Incorporelles			6 760 793	279 143	0	7 039 935
Terrains	10 à 16 ans	Linéaire	447 428	36 586		484 015
Constructions	Selon composant (voir §3.2.3)	Linéaire	16 241 967	214 635		16 456 602
Installations générales et agencements	10 ans	Linéaire	215 338	344		215 683
Installations techniques, matériels et outillages	10 à 25 ans	Linéaire	23 596 215	360 597	24 433	23 932 379
Matériel de transport	4 à 5 ans	Linéaire	96 399	1 496		97 895
Matériel de bureau informatique, mobilier	4 à 10 ans	Linéaire	1 663 253	125 559		1 788 811
Emballages récupérables et divers						
Total 2 Corporelles			42 260 600	739 217	24 433	42 975 385
TOTAL			49 021 393	1 018 360	24 433	50 015 320

3.2.3. Politique d'amortissement

Les immobilisations sont amorties économiquement selon le mode linéaire sur les principales durées suivantes :

• Logiciels (ERP, système éditorial)	10 ans
• Autres logiciels	1 à 3 ans
• Plateforme numérique	4 ans
• Constructions	
pour la structure des bâtiments administratifs	40 ans
pour la structure de l'imprimerie	25 ans
pour les composants	20 ans
pour les agencements	10 ans
• Rotatives	
pour la structure	25 ans
pour les composants	10 ans
• Chaînes Expéditions	12 ans
• Autres Matériels	entre 3 et 10 ans
• Véhicules	4 ou 5 ans
• Matériel de bureau	4 ou 5 ans
• Matériel informatique	5 ans
• Mobilier de bureau	10 ans

3.3. Immobilisations financières

3.3.1. Titres de participation

Les participations sont comptabilisées à leur valeur historique d'acquisition.

Elles font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité à la clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur historique.

La valeur d'utilité est calculée en fonction du secteur d'activité :

- Soit sur la base de la diffusion payante du titre de presse et de la valeur du lecteur,
- Soit par actualisation des flux prévisionnels de trésorerie.

3.3.2. Autres titres immobilisés

Les autres titres immobilisés correspondent principalement à des obligations pour 1 000 k€ et à des bons à moyen terme pour 10 000 k€.



3.4. Dépréciations de l'actif

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2024	Dotations	Reprises	Au 31/12/2025
Provisions sur immos incorporelles	72 840			72 840
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	6 522 390	375 000	950 000	5 947 390
Provisions autres immos financières	122 467			122 467
Provisions dépréciation des immobilisations	6 717 697	375 000	950 000	6 142 697
Matières premières				
Produits finis				
Marchandises				
Provisions dépréciation des stocks	0	0	0	0
Clients douteux	112 776	6 051	32 225	86 602
Autres créances		100 000		100 000
Provisions dépréciation des créances	112 776	106 051	32 225	186 602
TOTAL Provisions	6 830 473	481 051	982 225	6 329 299

Les provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles

Les droits au bail situés à Issoudun et à Châtellerault sont dépréciés à 100 %.

Les provisions pour dépréciation des titres immobilisés

Elles concernent principalement :

▪ Une provision sur titres Touraine Télévision	3 167 k€
▪ Une provision sur titres SDPI	1 405 k€
▪ Une provision sur titres Puzzle Centre	1 250 k€
▪ Une provision sur titres Sora Logiciels	100 k€
▪ Une provision sur titres Territoires TV	25 k€

Les provisions pour dépréciation des créances

Elles se rapportent aux créances dépositaires pour 85 k€, et au compte courant Territoires TV pour 100 k€.



3.5. Stocks

Les matières premières et les approvisionnements sont comptabilisés en valeur brute, comprenant le prix d'achat et les frais accessoires.

La valorisation des stocks ne comprend pas de frais financiers.

3.6. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 13 565 932 € en valeur brute au 31/12/2025 et elles se décomposent comme suit :

CREANCES	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	2 206 823	112 777	2 094 045
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 126 917	112 777	2 014 139
Autres immobilisations financières	79 906		79 906
ACTIF CIRCULANT :	11 359 108	11 143 492	215 616
Clients	6 085 516	6 085 516	
Clients douteux	86 929	86 929	
Personnel et comptes rattachés	46 755	41 026	5 729
Organismes sociaux			
Etat : impôts et taxes diverses	2 088 490	1 878 603	209 887
Groupe et associés	1 599 505	1 599 505	
Débiteurs divers	1 010 567	1 010 567	
Charges constatées d'avance	441 346	441 346	
TOTAL	13 565 931	11 256 269	2 309 661

Les créances à plus d'un an comprennent notamment les créances sur l'Etat au titre des CIR 2023 et 2024 pour un montant de 209 887 €.



3.7. Créances clients et comptes rattachés

Chiffres exprimés en euros	Montant brut	Provision	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Créances clients et comptes rattachés	6 172 445	86 602	6 085 844	6 449 532
TOTAL	6 172 445	86 602	6 085 844	6 449 532

Les créances clients sont constituées principalement de la facturation à notre régie de la publicité vendue pour 3 119 k€, des travaux d'impression du journal Centre Presse et des prestations associées à la société SDPI pour 817 k€.

Les provisions pour dépréciation des créances se rapportent principalement aux créances clients dépositaires pour 85 k€.

3.8. Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Avoirs à recevoir	803 965	450 369
Produits à recevoir	1 013 968	643 459
Clients – Factures à établir	183 227	513 896
Subventions d'investissement à recevoir	81 627	82 243
Intérêts courus sur placement	240 029	143 029
TOTAL	2 322 816	1 832 996

Contribution aux éco-organismes agréés de la filière à responsabilité élargie des producteurs de papiers

En application de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et du décret n°2016-917 du 5 juillet 2016 relatif à la contribution des publications de presse apportée aux organismes agréés de la filière à responsabilité élargie des producteurs de papier, La Nouvelle République du Centre-Ouest est assujettie à ladite contribution sur la base des tonnages de papier mis sur le marché à partir du 1^{er} janvier 2017.

Une partie de cette contribution est acquittée en nature selon les nouvelles modalités fixées par le décret n°2023-906 du 28 septembre 2023 applicable aux tonnages mis sur le marché en 2022.

De ce fait, un avoir à recevoir de 669 k€ correspondant à la prime valorisant les insertions publicitaires parues en 2024 et en 2025 et relative à la contribution calculée sur les tonnages mis sur le marché en 2023 et 2024 a été comptabilisé.



3.9. Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 441 346 €.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Charges d'exploitation – charges externes	441 346	414 123
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	441 346	414 123

3.10. Valeurs mobilières de placement

Le montant inscrit en valeurs mobilières de placement correspond à des comptes à terme de 500 k€ chacun. Le retrait des sommes déposées peut intervenir à tout moment sous réserve d'un préavis de 32 jours.

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF**4.1. Capitaux propres**

Le capital social est divisé en 408 937 actions de 13 euros entièrement libérées et conférant un même droit aux distributions de dividendes.

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2024	Affectation du résultat 2024	Distribution de dividendes	Résultat 2025	Autres variations	Au 31/12/2025
Capital	5 316 181					5 316 181
Prime d'émission	9 548 900					9 548 900
Réserve légale	314 170					314 170
Autres réserves	3 111 477					3 111 477
Report à nouveau	-5 009 108	2 423 580				-2 585 528
Résultat de l'exercice	2 423 580	-2 423 580		1 006 904		1 006 904
Subventions d'investissement	615 474				-95 571	519 903
Provisions réglementées	884 124				-180 806	703 318
TOTAL	17 204 798	0	0	1 006 904	-276 377	17 935 325

Les subventions d'investissement sont reprises en résultat au même rythme que les amortissements des équipements concernés.

4.2. Provisions réglementées

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2024	Dotations	Reprises	Au 31/12/2025
Amortissements dérogatoires	803 659		180 806	622 853
Autres provisions réglementées	80 465			80 465
TOTAL Provisions réglementées	884 124	0	180 806	703 318

L'entreprise peut bénéficier des dispositions de l'article 39-bis du C.G.I. Ainsi une provision spéciale a été constituée au cours de l'exercice 2024 pour un montant de 80 k€.

Les amortissements dérogatoires pratiqués par la suite au titre de la provision 39-bis des années antérieures concernent des logiciels, du matériel et des agencements nécessaires à l'exploitation du Journal. Les reprises d'amortissements dérogatoires comptabilisées au titre de l'année 2025 s'élèvent à 181 k€.

4.3. Provisions pour risques et charges

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Au 31/12/2025
Provisions pour risques	333 870	17 000	29 066		321 804
Provisions pour charges	141 000	54 000			195 000
TOTAL Provisions pour risques et charges	474 870	71 000	29 066	0	516 804

4.4. Etat des échéances des dettes

DETTES	Montant brut 31/12/2025	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	22 991	22 991		
à plus d'1 an à l'origine	2 463 238	891 071	1 572 166	
Emprunts et dettes financières divers	13 744	13 744		
Fournisseurs et comptes rattachés	9 343 040	9 343 040		
Personnel et comptes rattachés	4 140 377	4 140 377		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 850 181	3 850 181		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	927 358	927 358		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	754 167	754 167		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	249 925	249 925		
Groupe et associés	5 807 062	5 807 062		
Autres dettes	38 941	38 941		
Dette rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	7 220 144	7 220 144		
TOTAL	35 722 528	33 263 660	2 458 869	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 182 165			

Les comptes courants des sociétés du groupe sont présentés en « dettes financières diverses » à la clôture. Au 31 décembre 2024, ils étaient inscrits en « Autres dettes » pour 4 738 k€. Leur échéance est mentionnée par convention à moins d'un an. Leur remboursement n'est pas anticipé à court terme.



Variation des dettes financières

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Au 31/12/2025
Emprunts bancaires	3 641 034		1 182 165	2 458 869
Intérêts courus sur emprunts	23 686	4 946	1 272	27 360
Autres emprunts	0			0
Dépôts reçus	13 608			13 608
Participation des salariés	136			136
TOTAL	3 678 464	4 946	1 183 437	2 499 973

Trois Prêts Garantis par l'Etat (PGE) de 2 500 k€ chacun ont été souscrits en 2020 auprès de la Caisse d'Epargne Loire Centre, du CIC Ouest et du Crédit Agricole Centre France. Ces emprunts ont été remboursés à hauteur de 5 400 k€ au bout de 12 mois et sont amortis pour le solde soit 2 100 k€ sur 5 ans. Ils bénéficient de la garantie de l'Etat à hauteur de 90 % de l'encours et des frais accessoires, prévue par la loi n°2020-289 du 23 mars 2020.

Un emprunt à taux fixe d'un montant de 504 k€ a été souscrit en 2022 pour le financement de matériels industriels et sera remboursé sur 3 ans. Il a été débloqué à hauteur de 302 k€ en 2022 et 202 k€ en 2023.

Trois nouveaux Prêts Garantis par l'Etat (PGE résilience) pour un montant total de 5 000 k€ ont été souscrits en 2023 auprès de la Caisse d'Epargne Loire Centre, du CIC Ouest et de la Banque Populaire Val de France. Ces emprunts ont été partiellement remboursés à hauteur de 2 000 k€ au bout de 12 mois et sont amortis pour le solde soit 3 000 k€ sur 5 ans. Ils bénéficient de la garantie de l'Etat prévue par la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 modifiée.



4.5. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Intérêts courus sur emprunt et dettes financières	4 369	5 641
Fournisseurs – factures à recevoir	2 665 640	2 372 896
Clients – Avoirs à établir	0	1 270
Dettes fiscales et sociales – charges à payer	4 958 692	5 313 186
Banques – charges à payer	22 991	18 046
TOTAL	7 651 692	7 711 039

4.6. Comptes de régularisation

Les produits constatés d'avance correspondent principalement à des abonnements encaissés, restant à servir et s'analysent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Produits d'exploitation	7 220 144	7 792 410
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	7 220 144	7 792 410



5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**5.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2025 se ventile de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Journaux	47 845 497	49 504 947
Publicité	16 544 855	16 940 689
Produits des activités annexes	4 654 599	4 186 067
Marchandises	224 450	259 964
Chiffre d'affaires	69 269 401	70 891 667

Il est enregistré :

- pour la publicité, dans le mois de la parution pour la totalité du chiffre d'affaires facturé par la régie NR Communication et reversé à la Nouvelle République du Centre-Ouest,
- pour la diffusion, à la livraison quotidienne du journal.

Les échanges de prestations représentent 705 k€.

5.2. Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	2 835 899	3 003 932
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions	61 291	857 903
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corporelles		
Autres produits	374 607	248 670
TOTAL	3 271 797	4 110 505

Les autres produits d'exploitation correspondent principalement :

- à une subvention d'aide à l'exemplaire posté de la presse reçue du Ministère de la Culture et de la Communication pour un montant de 1 953 k€ ;
- à une subvention d'aide au portage de la presse reçue du Ministère de la Culture et de la Communication pour un montant de 775 k€ ;



En 2024 figuraient dans ce poste des transferts de charges externes pour un montant de 491 k€ ainsi que des transferts de charges de personnel pour un montant de 340 k€. En application de la nouvelle réglementation comptable, les refacturations sont comptabilisées en chiffre d'affaires à compter de 2025.

5.3. Autres charges d'exploitation

Une aide commerciale a été accordée à notre filiale Touraine Télévision, dans le cadre du développement des projets cross média et de la promotion de la marque La Nouvelle République, pour un montant de 580 k€.

Dans le cadre des projets à moyen terme entrepris par notre régie publicitaire NR Communication, il a été accordé une aide commerciale d'un montant de 634 k€, au titre de l'année 2025.

Enfin, une aide commerciale a également été accordée à notre filiale Puzzle Centre dans le cadre de la relance de l'activité événementielle du Groupe après la crise sanitaire ayant particulièrement impacté ce secteur, et de la promotion de la marque La Nouvelle République, pour un montant de 198 k€.

Ces aides commerciales sont comptabilisées en autres charges d'exploitation.

5.4. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à 971 529 € et s'analyse de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS FINANCIERS	1 741 486	2 306 167
Produits financiers de participations	114 305	133 366
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	70 950	77 773
Autres intérêts et produits assimilés	606 232	645 029
Reprises sur provisions et transferts de charges	950 000	1 450 000
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	769 957	650 849
Dotations financières aux amortissements et provisions	475 000	250 000
Intérêts et charges assimilées	294 957	400 849
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER	971 529	1 655 318



5.5. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de 180 806 € s'analyse de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS	180 806	326 871
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		76
Produits exceptionnels sur opérations en capital		131 036
Reprises sur provisions et transferts de charges	180 806	195 760
CHARGES EXCEPTIONNELLES		383 388
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		247 776
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		9 147
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		126 465
RESULTAT EXCEPTIONNEL	180 806	-56 517

Les produits exceptionnels sur opérations en capital correspondaient en 2024 aux quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat pour un montant de 102 k€. Elles sont désormais comptabilisées en subventions d'exploitation.

Les reprises d'amortissements dérogatoires s'élèvent à 181 k€.

Compte tenu de la nouvelle définition du résultat exceptionnel, aucune charge exceptionnelle n'est comptabilisée au cours de l'exercice 2025.

5.6. Impôt sur les bénéfices

5.6.1. Intégration fiscale

Les résultats des sociétés NR Communication, Presse Portage, Touraine Télévision, SDPI et Puzzle Centre sont intégrés fiscalement dans les résultats de la Nouvelle République du Centre-Ouest, seule redevable de l'impôt sur les bénéfices de l'ensemble de ces sociétés en tant que société mère du Groupe.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales versent à la société mère l'impôt sur les bénéfices calculé comme si elles étaient imposées séparément. La société mère comptabilise l'économie d'impôt sur les bénéfices résultant de l'intégration fiscale. Le produit correspondant, inscrit dans les comptes de l'exercice 2025 s'élève à 219 k€.

La Nouvelle République du Centre-Ouest a comptabilisé 39 k€ d'impôt sur les bénéfices au titre du résultat d'ensemble 2025 du Groupe La Nouvelle République.

Le solde des reports déficitaires du Groupe s'élève à 18 573 k€ à la clôture de l'exercice 2025.

5.6.2. Fiscalité différée

Chiffres exprimés en €	Base €	Impôt €
Evaluations dérogatoires en vue d'obtenir des allègements fiscaux :		
Provisions réglementées :	703 318	175 830
Subvention d'investissement	519 903	129 976
Différences entre le régime fiscal et le traitement comptable de certains produits ou charges :		
Provision pour indemnité de départ à la retraite		
Participation		
Contribution sociale de solidarité	-80 342	-20 086
Provision dépréciation des créances Clients		
Autres provisions pour risques		
Déficit reportable (1)	-21 590 614	-5 397 654
TOTAL	-20 447 735	-5 111 934

(1) Calculé sur la base du résultat individuel NRCO

Le taux d'impôt retenu pour l'évaluation de la fiscalité différée est de 25 %.

Les provisions réglementées sont présentées au paragraphe 4.2.

5.6.3. Crédits d'impôt

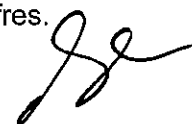
La société a comptabilisé un produit d'impôt de 210 k€ correspondant au montant du crédit d'impôt recherche déposé au titre de l'année 2024.

6. INFORMATIONS DIVERSES**6.1. Effectif moyen du personnel salarié**

Sur l'année 2025, l'effectif moyen des salariés payés en équivalent temps complet s'analyse comme suit :

Catégories	Effectif
Cadres et dirigeants	64
Agents de maîtrise	53
Employés	66
Ouvriers	49
Journalistes	174
Alternants	5
TOTAL	411

Les Pigistes et les Correspondants, n'étant pas des salariés, ne figurent pas dans ces chiffres.



6.2. Liste des filiales et des participations

Filiales et participations dont la valeur excède 1% du capital de NRCO	Capitaux Propres	Quote-part du capital détenu %	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres
PRESSE PORTAGE SIREN : 350458428	931 k€	99,23%	73 k€	73 k€
SDPI SIREN : 401418868	13 768 k€	100%	13 593 k€	12 188 k€
SCI Les Basses Landes SIREN : 410190102	457 k€	99,96%	120 k€	120 k€
SCI La Cour du Capitole SIREN : 498800762	483 k€	90%	270 k€	270 k€
TOURAINTE TELEVISION SIREN : 483679361	459 k€	100%	3 572 k€	405 k€
PUZZLE CENTRE SIREN : 322668138	21 k€	100%	2 000 k€	750 k€
SCI Alfred de Musset SIREN : 434944484	1 726 k€	47%	588 k€	588 k€
SORA LOGICIELS SIREN : 809321409	113 k€	50%	313 k€	213 k€

Filiales et participations dont la valeur excède 1% du capital de NRCO	Prêts et avances consentis	Chiffre d'affaires	Résultats Nets	Dividendes encaissés
PRESSE PORTAGE	310 k€	10 705 k€	117 k€	
SDPI	280 k€	3 003 k€	408 k€	
SCI Les Basses Landes		0 k€	4 k€	
SCI La Cour du Capitole		151 k€	67 k€	46 k€
TOURAINTE TELEVISION	23 k€	695 k€	-2 k€	
PUZZLE CENTRE	329 k€	1 532 k€	1 k€	
SCI Alfred de Musset		284 k€	246 k€	47 k€
SORA LOGICIELS	23 k€	946 k€	-72 k€	



Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations	Filiales françaises	Filiales étrangères	Participations françaises	Participations étrangères
Valeur comptable des titres détenus				
- brute	19 666 k€		960 k€	
- nette	13 844 k€		835 k€	
Montant des prêts et avances accordés	1 455 k€		123 k€	
Montant des dividendes encaissés	46 k€		47 k€	

6.3. Rémunération des organes d'administration

Les rémunérations des dirigeants comptabilisées en charges au cours de l'exercice se sont élevées à 468 k€.

6.4. Engagements financiers

- Effets escomptés non échus néant
- Instruments financiers de couverture (taux/change) néant
- En tant que membre des SCI des Basses Landes / SCI Alfred de Musset / SCI La Cour du Capitole, la Nouvelle République du Centre-Ouest est indéfiniment et solidairement responsable des dettes de ces structures.
Les dettes financières des SCI représentent 139 k€
- Engagements reçus de la filiale NR Communication suite au versement de subventions d'équilibre au cours des exercices antérieurs mentionnant une clause de retour à meilleure fortune
 - au titre de 2010 : 1 397 k€
 - au titre de 2009 : 1 700 k€
 - au titre de 2008 : 1 030 k€



Engagements en matière de crédit-bail et contrats de location avec option d'achat

Engagements de crédit-bail - chiffres exprimés HT en euros	Redevances payées en 2025	Redevances restantes à payer à 1 an	Redevances restantes à payer +1an à 5 ans	Total à payer	Prix d'achat résiduel
Matériel informatique	40 181	19 918	0	19 918	300
Matériel industriel	1 308	1 308	679	1 987	415
TOTAL	41 489	21 226	679	21 905	715

Biens en crédit-bail chiffres exprimés HT en euros	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements de l'exercice	Dotations aux amortissements cumulées	Valeur nette
Matériel informatique	139 612	36 045	121 980	17 632
Matériel industriel	8 290	1 184	6 514	1 776
TOTAL	147 902	37 229	128 494	19 408

6.5. Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

Au titre de conventions collectives ou d'accords d'entreprise, les salariés bénéficient d'indemnités de départ en retraite. Ces indemnités de fin de carrière ont été calculées selon la méthode rétrospective pour 389 salariés présents au 31 décembre, en appliquant un taux d'inflation de 2 % et un taux d'actualisation de 3,80 %. Le taux de charges sociales est de 45 %. Une minoration est calculée à partir des tables de survie de l'INSEE. Le turnover pris en compte est différent selon les catégories professionnelles.

L'engagement actuariel au titre des indemnités de départ à la retraite n'est pas provisionné au bilan et s'élèverait, charges comprises, à 3 668 k€.

Pour mémoire, au 31 décembre 2024 ces mêmes engagements étaient évalués à 4 046 k€ pour 392 salariés, et un taux d'actualisation de 3,30 %, un taux de charges sociales de 45 %.

Les indemnités de départ en retraite de l'exercice 2025 s'élèvent à 315 k€ charges sociales comprises.



7. COMPTES 2024 arrêtés par l'assemblée générale du 23 juin 2025**Bilan actif**

	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	7 869 362	6 760 793	1 108 569	1 193 216
Fonds commercial	72 840	72 840		
Autres immobilisations incorporelles	1		1	1
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 233 487	447 428	786 059	791 684
Constructions	17 402 671	16 241 967	1 160 704	1 273 966
Installations techniques, mat. et outillage	25 171 382	23 596 215	1 575 167	1 941 532
Autres immobilisations corporelles	2 253 622	1 974 990	278 632	273 018
Immobilisations en cours	559 472		559 472	224 530
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	20 625 748	6 522 390	14 103 358	12 899 195
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	12 872 260	107 222	12 765 037	12 430 045
Prêts	2 152 338	15 245	2 137 093	2 162 578
Autres immobilisations financières	65 530		65 530	67 505
ACTIF IMMOBILISE	90 278 713	55 739 090	34 539 623	33 257 270
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	254 158		254 158	145 334
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	25 762		25 762	68 745
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 562 308	112 776	6 449 532	6 947 180
Autres créances	2 845 576		2 845 576	4 278 110
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	4 000 000		4 000 000	4 000 000
(Dont actions propres) :				
Disponibilités	4 873 422		4 873 422	4 076 805
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	414 123		414 123	445 831
ACTIF CIRCULANT	18 975 349	112 776	18 862 574	19 962 006
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	109 254 062	55 851 866	53 402 197	53 219 276

Bilan passif

	31/12/2024	31/12/2023
Capital social ou individuel (dont versé : 5 316 181)	5 316 181	5 316 181
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 548 900	9 548 900
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	314 170	314 170
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 111 477	3 111 477
Report à nouveau	-5 009 108	-4 433 896
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 423 580	-575 213
Subventions d'investissement	615 474	635 552
Provisions réglementées	884 124	999 419
CAPITAUX PROPRES	17 204 798	14 916 591
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	333 870	290 779
Provisions pour charges	141 000	144 000
PROVISIONS	474 870	434 779
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 664 720	6 592 292
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	13 744	13 744
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 933 477	9 547 169
Dettes fiscales et sociales	10 224 618	9 977 245
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	241 579	83 185
Autres dettes	4 851 981	4 193 772
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	7 792 410	7 460 500
DETTES	35 722 529	37 867 906
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	53 402 197	53 219 276



Compte de résultat

	Exercice 2024			Exercice 2023
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	259 964		259 964	286 941
Production vendue de biens	50 013 479		50 013 479	47 714 660
Production vendue de services	20 147 797	470 427	20 618 224	21 455 445
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	70 421 241	470 427	70 891 667	69 457 046
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			3 003 932	2 855 378
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			857 903	981 882
Autres produits			248 670	294 354
PRODUITS D'EXPLOITATION			75 002 173	73 588 660
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			189 900	222 385
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			499 093	310 491
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-108 824	102 391
Autres achats et charges externes			39 815 860	40 913 837
Impôts, taxes et versements assimilés			905 792	764 142
Salaires et traitements			21 482 988	21 968 231
Charges sociales			8 852 038	8 737 436
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 061 678	1 174 070
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			15 369	12 457
Dotations aux provisions			3 000	5 510
Autres charges			1 561 077	2 014 473
CHARGES D'EXPLOITATION			74 277 971	76 225 422
RESULTAT D'EXPLOITATION			724 202	-2 636 761
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				15 606
Perte supportée ou bénéfice transféré				62
PRODUITS FINANCIERS			2 306 167	701 094
Produits financiers de participations			133 366	191 568
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			77 773	30 650
Autres intérêts et produits assimilés			645 029	478 876
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 460 000	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			650 849	565 264
Dotations financières aux amortissements et provisions			250 000	250 000
Intérêts et charges assimilées			400 849	315 264
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			1 655 318	135 830
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 379 519	-2 485 387
PRODUITS EXCEPTIONNELS			326 871	2 115 777
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			76	1 486 071
Produits exceptionnels sur opérations en capital			131 036	101 749
Reprises sur provisions et transferts de charges			195 760	527 958
CHARGES EXCEPTIONNELLES			383 388	605 948
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			247 776	475 948
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			9 147	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			126 465	130 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL			-56 517	1 509 830
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			-100 578	-400 345
TOTAL DES PRODUITS			77 635 211	76 421 138
TOTAL DES CHARGES			75 211 630	76 996 350
BENEFICE OU PERTE			2 423 580	-575 213





LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 5.316.181 euros

Siège social : 232 Avenue de Grammont - 37048 TOURS CEDEX 1
584 800 122 RCS TOURS

**Assemblée Générale Ordinaire
du 15 juin 2026**

RAPPORT DE GESTION

EXERCICE 2025

SITUATION DE LA SOCIÉTÉ

Faits significatifs

La société a continué son activité selon les mêmes conditions d'exploitation que l'an passé.

Les modifications de la composition du Conseil de Surveillance intervenues au cours de l'exercice 2025 sont détaillées dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise.

Évènement postérieur à la clôture

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2025 n'est à signaler.

1) Les recettes d'exploitation

• Ventes du quotidien

Le nombre de parutions a été de 306 jours contre 308 jours en 2024.

La vente moyenne par jour s'élève à 115 858 exemplaires, contre 121 855 exemplaires en 2024, soit un recul de 4,9 %.

Les ventes d'abonnements numériques ont progressé de 1 335 exemplaires pour atteindre 11 630 exemplaires en 2025.

Diffusion par canal				
ex./jour	2025	2024	Variations	
Abonnements postés	20 131	22 510	-2 379	-10,6%
Abonnements portés	58 419	62 071	-3 652	-5,9%
Abonnements Version PDF	2 401	2 367	+34	+1,4%
Ventes numériques	11 630	10 295	+1 335	+13,0%
Ventes au numéro	23 277	24 612	-1 335	-5,4%
Total	115 858	121 855	-5 997	-4,9%

• Ventes NR Dimanche

Les ventes moyennes par parution de NR Dimanche sont en diminution en 2025 avec 39 776 exemplaires contre 40 242 en 2024, soit un recul de 1,2 %. Elles bénéficient d'une progression de 10,8 % des ventes numériques.

Diffusion par canal				
ex./jour	2025	2024	Variations	
Abonnements postés	530	573	-43	-7,5%
Abonnements portés	8 898	9 971	-1 073	-10,8%
Abonnements Version PDF	2 401	2 367	+34	+1,4%
Ventes numériques	14 567	13 153	+1 414	+10,8%
Ventes au numéro	13 380	14 178	-798	-5,6%
Total	39 776	40 242	-466	-1,2%

Au global, le Chiffre d’Affaires diffusion s’élève à 47 846 k€ contre 49 505 k€ en 2024, soit une diminution de 3,4 % due à la baisse de la diffusion.

- **Publicité**

Les recettes publicitaires ressortent à 16 545 k€ contre 16 941 k€ en 2024, soit une diminution de 2,3 %.

Publicité				
en k€	2025	2024	Variations	
Locale	10 781	11 536	-755	-6,5%
Extra-locale	2 333	2 203	+130	+5,9%
Site Internet, hebdo tmv	2 518	2 368	+150	+6,3%
Autres publicités	913	834	+79	+9,5%
Total	16 545	16 941	-396	-2,3%

Ainsi la publicité locale a connu une baisse de 6,5 %.

A l’inverse, la publicité extra-locale et la publicité sur le site internet sont en augmentation respectivement de 5,9 % et 6,3 %.

Notons par segment :

Pour la locale :

- La Commerciale ► une baisse de - 12,2 %
- Les Petites Annonces ► une baisse de - 23,6 %
- Les Annonces officielles et légales ► une hausse de 9 %
- Le Carnet ► une baisse de 2,1 %

Pour le site internet et l'hebdo tmv :

- Le Web ► une hausse de 8,7 %

Les autres publicités comprennent 705 k€ d'échanges publicitaires.

- **Autres produits**

Les autres produits comprennent notamment les travaux d'impression de Centre Presse pour 301 k€, ainsi que la refacturation des charges de rédaction, ventes, prépresse et maintenance de la Vienne pour 1 081 k€. L'impression de journaux hebdomadaires a généré un Chiffre d'Affaires de 864 k€.

L'aide au portage s'est élevée à 775 k€ contre 799 k€ en 2024.

L'aide à l'exemplaire posté est comptabilisée en subvention pour 1 953 k€ contre 2 158 k€ en 2024.

2) Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation hors amortissements, provisions et autres charges de gestion courante ont été de 69 769 k€ contre 70 806 k€ en 2024, soit une baisse de - 1,5 %. Ces charges s'entendent après déduction des refacturations ou transferts de charges en 2024.

- **Masse salariale**

Les effectifs sont en diminution de 1,2 % et les frais de personnel stables à 30 347 k€.

Effectif moyen payé en équivalent temps complet :

	2025	2024	écart	Variation
CDI	375	382	-7	-1,8%
CDD	35	33	2	+6,1%
Total	410	415	-5	-1,2%

- **Papier**

Les dépenses de papier sont en repli de 7,6 %, soit - 237 k€ compte tenu de la diminution du tirage et de la baisse du prix du papier.

- **Autres charges**

Trois aides à caractère commercial ont été accordées, à la régie publicitaire pour un montant de 634 k€, à la télévision pour un montant de 580 k€ et à la filiale événementielle pour un montant de 198 k€.

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice 2025 prennent en charge 34 773 € de dépenses non admises dans les charges déductibles du résultat fiscal, correspondant à des amortissements excédentaires sur les véhicules de tourisme en location.

3) Résultats

Les résultats évoluent diversement selon leur nature.

(k€)	2025	2024	Variations
Excédent brut d'exploitation	1 841	3 089	-1 248
Résultat d'exploitation	-535	724	-1 259
Résultat financier	972	1 655	-683
Résultat courant	437	2 380	-1 943
Résultat exceptionnel	181	-57	238
Impôt et participation	389	101	288
Résultat net	1 007	2 424	-1 417

L'Excédent Brut d'Exploitation se dégrade de 1 248 k€ et s'établit à 1 841 k€ contre 3 089 k€ en 2024 avec une diminution des charges inférieure à celle des produits.

Le résultat d'exploitation suit la même évolution et ressort à - 535 k€ contre + 724 k€ en 2024.

Le résultat financier est positif de + 972 k€ en diminution de 683 k€ par rapport à 2024.

Le résultat exceptionnel s'élève à + 181 k€ contre - 57 k€ en 2024.

Après impôt (+ 389 k€ d'économie d'impôt), **le résultat net** s'établit à + 1 007 k€ contre + 2 424 k€ en 2024.

BILAN DE LA SOCIÉTÉ

Les fonds propres s'élèvent à 17 935 k€ contre 17 205 k€ en 2024.

Les dettes financières s'établissent à 8 257 k€ contre 3 678 k€ l'an passé. Cette augmentation s'explique par un changement de présentation des compte-courants du Groupe (5 757 k€). En effet, ces derniers, classés jusqu'alors en "Autres Dettes" s'élevaient à 4 738 k€ en 2024.

L'actif immobilisé de la société progresse de 493 k€. Il comprend 1 099 k€ d'investissements mis en service, auxquels s'ajoutent 478 k€ d'immobilisations en-cours.

Les dotations aux amortissements de l'exercice s'élèvent à 1 018 k€.

La trésorerie s'établit à 6 835 k€ au 31 décembre 2025.

EVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA SOCIÉTÉ

La Nouvelle République poursuit ses investissements dans le but de développer ses activités de diversification, notamment dans le numérique, afin de compenser la décroissance des activités « papier ».

Dans le même temps, la société est contrainte de réduire ses charges d'exploitation de manière à préserver son équilibre économique.

ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Des travaux de recherche liés à des développements informatiques ont été réalisés. Sur la base de ces dépenses, un crédit impôt recherche (CIR) a été comptabilisé en 2025 au titre de l'exercice 2024 pour un montant de 210 k€.

INFORMATIONS SUR LES FILIALES

Chiffres des comptes sociaux en k€

SDPI (Société de Presse et d'Information) enregistre un résultat net bénéficiaire à + 408 k€, en augmentation par rapport à 2024 de 401 k€, en raison de la reprise exceptionnelle de 545 k€ au titre de l'amortissement fiscal 39 bis.

Les résultats du sous-groupe SOPAREP – La République du Centre sont déficitaires.

Les activités publicitaires restent fragiles, ne permettant pas à NR COMMUNICATION d'équilibrer ses comptes. L'aide commerciale accordée par le Groupe s'élève à 670 k€, en hausse de 220 k€ par rapport à 2024.

Les activités de PRESSE PORTAGE sont en progression par rapport à 2024.

L'activité de la télévision locale TOURAINE TELEVISION reste fragile, avec une augmentation de l'aide commerciale de 110 k€ par rapport à 2024.

PUZZLE CENTRE enregistre une reprise de son activité et bénéficie d'une aide commerciale de la part du Groupe de 198 k€, en diminution par rapport à 2024.

(k€)	Entités	Activités	% d'intérêt consolidé	C.A. 2025	C.A. 2024	Variations 2025/2024	Résultat net 2025	Dividendes versés à la NR en 2025
PRESSE	SDPI	Editeur Centre Presse	100,00%	3 003	3 265	-8,0%	408	0
	GRUPE SOPAREP (1)	Ensemble du groupe	28,69%	10 885	11 031	-1,3%	-241	0
	NR COMMUNICATION (2)	Publicité Groupe NR	100,00%	14 046	16 076	-12,6%	0	0
DISTRIBUTION	PRESSE PORTAGE	Portage journaux	100,00%	10 705	10 205	+4,9%	117	0
MULTIMEDIA	TOURAINE TELEVISION	Télévision locale	100,00%	695	623	+11,6%	-2	0
EVENEMENTIEL	PUZZLE CENTRE	Organisation salons et communication	100,00%	1 532	1 226	+25,0%	1	0
SERVICES NUMERIQUES	SORA LOGICIELS	Prestations informatiques	50,00%	946	722	+31,0%	-72	0
SCI	BASSES LANDES	Parts Sofinleire	100,00%	0	0	+0,0%	4	0
	A. DE MUSSET	Locaux NR Com Tours	100,00%	284	253	+12,3%	246	47
	CHÂTEAU-ST- MARTIN	sans activité	100,00%	0	0	+0,0%	2	0
	COUR DU CAPITOLE	Locaux Chateauroux	100,00%	151	134	+12,7%	67	46

(1) Les chiffres sont indiqués pour l'ensemble du Groupe à 100%

(2) Le chiffre d'affaires social de NR COMMUNICATION est diminué des ventes d'espaces compensées par les achats d'espaces intragroupe

COMPTES CONSOLIDÉS ET RÉSULTATS PAR ACTIVITÉ

Faits marquants et variation de périmètre

Le Groupe a continué son activité selon les mêmes conditions d'exploitation que l'an passé.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2025 n'est à signaler.

Chiffre d'Affaires

Le Chiffre d'Affaires du Groupe est en diminution de -2,1 %, avec 85 200 k€ contre 87 033 k€ en 2024.

L'activité de Presse quotidienne reste l'activité prépondérante du Groupe.

Chiffre d'Affaires après élimination des mouvements inter sociétés				
(k€)	2025	2024	écart	Variation
Presse quotidienne	78 029	80 819	-2 790	-3,5%
Multimédia et divers	4 730	4 230	+500	+11,8%
Evènementiel	1 532	1 226	+306	+25,0%
Services numériques	909	758	+151	+19,9%
Total	85 200	87 033	-1 833	-2,1%



Résultats

Le résultat d'exploitation du Groupe est en diminution de - 1 652 k€ et s'établit à + 17 k€ contre + 1 669 k€ en 2024.

Ventilation des résultats				
(k€)	2025	2024	écart	Variation
Résultat d'exploitation avant amort. des EA	17	1 669	-1 652	-99,0%
Résultat financier	611	786	-175	-22,3%
Résultat exceptionnel	0	-258	+258	na
Résultat net consolidé	867	1 891	-1 024	-54,2%
Résultat net part du Groupe	903	1 913	-1 010	-52,8%

Le résultat bénéficiaire des activités immobilières permet de compenser les déficits des activités de presse et des services numériques, et ainsi, de dégager un résultat d'exploitation à l'équilibre.

Résultat d'exploitation par activité				
(k€)	2025	2024	écart	Variation
Presse quotidienne	-100	1 448	-1 548	na
Multimédia	-1	-25	+24	+96,0%
Evènementiel	4	24	-20	-83,3%
SCI	294	288	+6	+2,1%
Services numériques	-180	-66	-114	na
Total	17	1 669	-1 652	-99,0%

Contribution des activités au résultat net consolidé - part du Groupe				
	2025	2024	écart	Variation
Presse quotidienne	621	1 794	-1 173	-65,4%
Multimédia	-3	-28	+25	+89,3%
Evènementiel	1	-161	+162	na
SCI	320	330	-10	-3,0%
Services numériques	-36	-22	-14	-63,6%
Résultat net part du Groupe	903	1 913	-1 010	-52,8%

CONCLUSION

La dégradation du résultat consolidé est essentiellement due à l'érosion de la rentabilité de l'activité de Presse Quotidienne, en lien avec la baisse du Chiffre d'Affaires. L'activité événementielle constate une amélioration de sa rentabilité et les autres activités du Groupe dégagent des résultats globalement stables par rapport à l'exercice 2024.

Au cours de l'exercice, le Groupe a investi 2 M€ en immobilisations corporelles et incorporelles.

Le Groupe doit contrôler strictement les charges, compte tenu de la baisse du Chiffre d'Affaires prévue, en lien avec la diminution des ressources publicitaires et de la diffusion, pour ainsi sauvegarder la rentabilité de ses activités en 2026.

Au 31 décembre 2025, les fonds propres du Groupe s'établissent à 20,8 M€.

Les dettes financières du Groupe s'établissent à 2,6 M€.

Le faible endettement doit permettre au Groupe de respecter toutes les échéances de 2026.

INFORMATIONS LÉGALES

1) Conventions réglementées

Les différentes conventions réglementées qui font l'objet du rapport spécial des Commissaires aux comptes dont il va vous être donné lecture, conformément aux dispositions des articles L.225-86 à L.225-88-1 du Code de commerce, ont été examinées par le Conseil de Surveillance.

2) Participation des salariés au capital

Nous vous indiquons, ci-après, l'état de la participation des salariés au capital social de la société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2025 :

- la participation des salariés est de 2,76 % au titre de la participation individuelle.
- Les salariés ne détiennent aucune action au titre de la participation collective.

Nous vous rappelons que depuis la modification des statuts, il n'y a plus d'actions réservées aux salariés.

3) Rémunération du Conseil de Surveillance

Vous voudrez bien statuer sur le montant global de la rémunération allouée au Conseil de Surveillance pour l'exercice en cours, que nous vous proposons de fixer pour l'exercice 2026 à 49 762 €.

INFORMATIONS PARTICULIÈRES

Conformément aux articles L. 233-29 et 233-30 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune aliénation d'actions de la Société n'a été réalisée au cours du dernier exercice par application des dispositions relatives aux participations réciproques ou croisées.

Dans le respect de l'article 441-6-1 du Code de commerce vous trouverez, ci-après, les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients telles que définies à l'article D. 441-4-I du Code de commerce et présentées selon le modèle de tableau prévu par l'arrêté du 20 mars 2017.

Article D. 441 I. - 1° du Code de commerce : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu							Article D. 441 I. - 2° du Code de commerce : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)		0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranche de retard de paiement													
Nombres de factures concernées						139							695
Montant total TTC des factures concernées en k€		118	19	7	68	212		307	57	8	77		449
Pourcentage du montant TTC total des achats de l'exercice		0,26%	0,04%	0,02%	0,15%	0,47%							
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC								0,41%	0,08%	0,01%	0,10%		0,60%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées													
Nombre de factures exclues					16								
Montant total TTC des factures exclues en k€					247								
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)													
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais contractuels : - Délais légaux : 45 jours fin de mois						- Délais contractuels : abonnements - paiement comptant dépositaires - de 11 jours à 30 jours - Délais légaux : autres facturations - 45 jours fin de mois						

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée au cours des trois derniers exercices.



Nous vous informons enfin qu'au cours de l'exercice, La Nouvelle République du Centre-Ouest n'a pas pris de participation.

Sont annexés au rapport de gestion, les résolutions du ressort de l'Assemblée Générale Ordinaire, ainsi que le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

En application de l'article L. 225-68 du Code de commerce, vous trouverez en annexe au présent rapport de gestion, le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise contenant toutes les informations requises par la réglementation en vigueur.

Tours, le 13 mai 2026

Pour le Directoire, Le Président,



Olivier SAINT-CRICQ

Conseil de Surveillance

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE
SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15 JUIN 2026

Mesdames, Messieurs,

Je vous présente, au nom du Conseil de Surveillance, le rapport sur le gouvernement d'entreprise de l'exercice 2025, qui comprend six parties :

- la première, sur la composition du Conseil,
- la deuxième sur le déroulement des travaux du Conseil,
- la troisième, sur le rapport de gestion que vient de vous présenter le Président du Directoire,
- la quatrième, sur les comptes de résultats et bilans de La Nouvelle République et du Groupe NR,
- la cinquième et la sixième sur les informations obligatoires (conventions et délégations).

Ce rapport est joint au rapport de gestion établi par le Directoire. Dès lors, sa communication s'impose en même temps que celle du rapport de gestion (envoi sur demande aux actionnaires et mise à disposition au siège social à compter de la convocation de l'assemblée).

1. La composition du Conseil de Surveillance

Au 31 décembre 2025, la composition du Conseil était la suivante.

Conseillers élus par l'Assemblée générale :

- André MAILLET, Président,
- Michel HABOUZIT, 1^{er} Vice-Président,
- Vincent BERAULT, Vice-Président,
- Guillaume BARDON,
- Marie-Hélène LESPINE,
- Irène ROUESNEL,
- Virginie SIDO.

Conseillers élus par les salariés :

- Raphaël CHAMBRIARD,
- Laurence RIBIERE-TIREAU.

Les listes des mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social de La Nouvelle République du Centre-Ouest au titre de l'exercice écoulé dans toute société figurent en annexe du rapport de gestion.

Il est rappelé que l'Assemblée générale ordinaire du 23/06/2025 a,

- renouvelé le mandat de M. Michel Habouzit pour une période de 5 années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires à tenir dans l'année 2030 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2029,
- nommé Madame Virginie SIDO en qualité de Membre du Conseil de Surveillance, en remplacement de Madame Monique LEFAUCHEUR, démissionnaire, pour la durée restant à courir de son mandat qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires à tenir dans l'année 2028 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2027.

B

Le Conseil de surveillance du 26/06/2025 a ensuite renouvelé le mandat de premier Vice-Président de Monsieur Michel Habouzit pour une nouvelle période de 5 années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires à tenir en 2030 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029, la durée des fonctions des Présidents et des Vice-présidents du Conseil de surveillance étant liée à leur mandat de membre du Conseil de Surveillance.

2. Les travaux et débats du Conseil

Le Conseil a tenu en 2025 six réunions au cours desquelles il a régulièrement examiné les mouvements d'actions, la situation de l'entreprise -particulièrement au regard de la crise économique- et ses résultats d'exploitation, présentés et commentés par le Directoire.

Les principaux autres sujets traités ou débattus ont été les suivants :

- 634 k€ à NR Communication, soit une hausse de 208 k€,
 - 580 k€ à Touraine Télévision, soit une augmentation de 110 k€,
 - 198 k€ à Puzzle Centre, soit une baisse de 157 k€.
- budgets d'exploitation et d'investissements pour 2025,
 - aides commerciales à Touraine Télévision, NR Communication et Puzzle Centre (budget 2025 et révision de fin d'année),
 - situation de la publicité,
 - prix du papier,
 - diffusion print et audience numérique,
 - arrêté des comptes 2024 de la NR et du Groupe, en présence de nos Commissaires aux comptes,
 - conséquences économiques de la guerre en Ukraine et de la hausse de l'énergie,
 - activité des filiales,
 - présentation de NR Communication par son Président-Directeur-Général et demande corrélative du Conseil de surveillance d'un audit complet de la régie publicitaire pour un nouveau modèle économique,
 - convocation, préparation et organisation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 23/06/2025,
 - contentieux avec la Société du Figaro (résiliation du contrat de fourniture du TV Mag),
 - la servitude de localisation du siège NR (PLU),
 - un nouveau contrat de prestations logistiques de transport pour la livraison de magazines et de presse nationale pour Presse Portage,
 - demandes de renouvellement des numéros CPPAP pour La Nouvelle République et Centre Presse.

3. Le rapport de gestion du Directoire

Le rapport qui vient de vous être présenté est complet. Il donne une vue claire et précise de la vie et de la situation de l'entreprise et du Groupe pour l'année 2025.

Le Conseil rappelle que la société doit contrôler strictement les charges, compte tenu de la baisse du chiffre d'affaires prévue, en lien avec la diminution des ressources publicitaires et de la diffusion, pour ainsi sauvegarder la rentabilité de ses activités en 2026.

Le Conseil n'a, hors les remarques ci-dessus, pas d'observation particulière à formuler sur ce rapport.

4. Les comptes NR et les comptes consolidés du Groupe

Le Conseil a consacré sa réunion du mois d'avril 2026 à l'examen de l'ensemble des comptes sociaux et consolidés 2025, en présence de nos deux Commissaires aux comptes. Ceux-ci ont déclaré les comptes parfaitement réguliers et n'ont formulé aucune remarque particulière.

V3

En conséquence, après en avoir débattu le Conseil a voté, à l'unanimité, deux délibérations prenant acte de ces conclusions.

5. Conventions

En application des dispositions des articles L. 225-37-4, 2° et L. 225-68, alinéa 6 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance ci-dessous les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, et selon le cas l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la Société et, d'autre part, une autre société dont la Société possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Ces conventions figurent dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

Entre La Nouvelle République du Centre-Ouest et Touraine Télévision

Mandataire concerné : M. Olivier Saint-Cricq, Président du Directoire de La Nouvelle République du Centre-Ouest et Président de Touraine Télévision.

- Aide commerciale consentie à Touraine Télévision par La Nouvelle République du Centre-Ouest pour un montant de 580 000 € HT.

Entre La Nouvelle République du Centre-Ouest et NR Communication

Mandataires concernés : M. Olivier Saint-Cricq, Président du Directoire de La Nouvelle République du Centre-Ouest et Administrateur de NR Communication ; M. Olivier Boisnard, Membre du Directoire et Représentant de La Nouvelle République, Administrateur de NR Communication, Mme Irène Rouesnel, Membre du Conseil de surveillance et Administrateur de NR Communication.

- Aide commerciale consentie à NR Communication par La Nouvelle République du Centre-Ouest pour un montant de 634 000€ HT.

Entre La Nouvelle République du Centre-Ouest et Puzzle Centre

Mandataire concerné : M. Olivier Saint-Cricq, Président du Directoire de La Nouvelle République du Centre-Ouest et Président de Puzzle Centre.

- Aide commerciale consentie à Puzzle Centre par La Nouvelle République du Centre-Ouest pour un montant de 198 000 € HT.

6. Délégations de compétence et de pouvoirs

Nous vous informons qu'aucune délégation de compétence et de pouvoirs n'a été opérée au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2025 en matière d'augmentation de capital.

7. Modifications dans la Présidence et la Vice-présidence du Conseil de surveillance

Par une délibération en date du 27 avril 2026, le Conseil de surveillance,

- A nommé Monsieur Vincent Bérault en qualité de Président du Conseil de surveillance, en remplacement de Monsieur André Maillet qui conserve son mandat de Membre du Conseil de surveillance,
- A nommé consécutivement Monsieur Guillaume Bardon en qualité de Vice-président du Conseil de surveillance, en remplacement de Monsieur Vincent Bérault.

V3

8. Conclusion

En conclusion, le Conseil de Surveillance invite l'Assemblée Générale Ordinaire à approuver :

- les rapports du Directoire,
- les comptes et bilans 2025 de la NR et du Groupe,
- les rapports des Commissaires aux comptes,
- et l'ensemble des résolutions qui lui sont proposées.

Je vous remercie de votre attention.

Tours, le 18 mai 2026
Pour le Conseil de Surveillance,
Le Président
Vincent BERAULT

